Prud'homme, ce 27 février, 1945.

Monsieur Raymond Denis,
"La Sauvegarde",
Montréal.

Cher monsieur Denis,

Votre lettre du 21 février m'est parvenue hier soir. Depuis mon retour de Saint-Boniface, je voulais vous écrire, mais trop longuement, afin de pouvoir vous expliquer tout, pour qu'il m'ait été possible de le faire plus tôt. Je tâche d'aïler au plus pressé, sans toujours trop savoir ce qui est le plus pressé.

Je vous renvoie la lettre du 31 janvier que M. l'abbé Gosselin vous avait écrite. Des frictions, il y en aura toujours, tant que nous serons sur la terre. Il faut en prendre notre part et nous ingénier à en atténuer les effets. Vous y réussissez dans le cas présent comme dans beaucoup d'autres. Vous avez toujours eu un flair pour cela.

La connaissance des discussions sur la répartition des fonds a déjà été portée devant le Comité permanent, comme vous pourrez le constater par la copie, ci-inclus, de ma lettre à l'abbé Gosselin du 21 février. Après consultation avec le Docteur et M. de M. nous avons jugé préférable de le faire. D'ailleurs, cette démarche était un compromis avec l'attitude pas mal intransigeante de l'abbé Beaulac, qui est resté furieux que l'abbé d'Eschambault tire toute la couverture à lui. Enfin, le Comité aurait bien fini à le savoir. Et justement, l'abbé Beaulac vient de m'envoyer copie d'une lettre que Mgr Duprat a écrite à M. Pouliot quelques jours après avoir été mis au courant par son représentant. Je la transcris et la joins à ce dossier.

Le Docteur, M. de M. et moi partageons entièrement votre avis que la discussion sur la distribution des fonds de la souscription nationale aurait bien mieux convenu après la souscription que maintenant. Mais c'est l'abbé d'Eschambault qui a demandé de l'inscrire au feuillet de la réunion de Saint-Boniface, substantiellement telle que sur la copie du feuillet que je joins aussi. Nous jugeons plus raisonnable de nous en remettre, pour la distribution, à ceux qui donnent. En définitive, cependant, il a été mieux que nous discussions la chose des maintenant. Car les Manitobains étaient convaincus qu'ils recevraient, de la souscription nationale, le même montant qu'ils auraient souscrit: cela leur a été dit, du haut de la chaire, dans la Cathédrale de Saint-Boniface au moins. Et

Je suis persuadé qu'ils concevaient leurs plans d'installation avec cette conviction. La discussion a dû les refroidir quelque peu en leur faisant voir un autre point de vue, auquel ils n'avaient pas pensé. Si le Comité permanent, maintenant qu'il est au courant, leur signifie qu'ils ne peuvent pas compter recevoir plus que tant, ils réviseront leurs projets en conséquence, avant qu'il soit trop tard. Soyez assuré que, en ce qui concerne l'Alberta et la Saskatchewan, nous ne voulons pas dicter une ligne de conduite aux donateurs de l'Est et que nous serons heureux du moment que nous soyons assurés d'obtenir le strict minimum requis pour assurer la réalisation de l'entreprise.

Vous savez que le Comité permanent m'avait demandé de la documentation pour la préparation d'une brochure de propagande. J'ai demandé cette documentation aux trois provinces et ai préparé le reste. J'ai tout expédié à l'abbé Gosselin dernièrement. Je recevais un mot de lui à ce sujet hier soir. M. Gosselin se montre satisfait de cette documentation. Je joins à ce dossier une copie de l'envoi. Vous pourrez constater par vous-même ce que nous avons fourni et probablement faire des suggestions au Comité permanent et compléter d'après vos souvenirs et d'après ce que vous savez qui est utile.

Je crois bien qu'il serait fort utile que nous nous voyions pour jaser et discuter de bien des choses. Dans quelle mesure puis-je me commettre à cet égard, je me le demande. Je vous ai expliqué comment j'étais particulièrement retenu ici. A moins de changement imprévu au programme tracé depuis décembre 1944, je dois être ici le 24 mai et au moins une semaine avant, puis, le 10 juin. Mgr Bourdel est revenu voilà une semaine. Il se remet tranquillement et d'une manière qui est bien satisfaisante pour son âge. Mais il n'a pas encore commencé à chanter la messe du dimanche et je donne la communion à sa messe lorsqu'il y en a plus que quelques unes. J'ignore s'il pourra se remettre complètement et assez pour que je puisse m'absenter. En nous rendant à la réunion de Saint-Boniface, le docteur, M. de M., le P. Breton et moi, nous avons convenu qu'il serait pratiquement nécessaire que l'un de nous aille dans l'Est pour toute la durée de la préparation de la souscription et peut-être pour une bonne partie de la souscription elle-même, pour aviser dans l'organisation. On m'a demandé d'aller. J'ai répondu comme plus haut. Alors, il a été proposé que le Docteur et moi nous partagerions cette période et ceci a été accepté à Saint-Boniface. Si tout va bien avec Mgr Bourdel et que rien d'autre ne survient, je pourrais partir immédiatement après Pâques ou plus tard, rester jusque vers le 12 mai, alors que le Docteur se rendrait. Qu'en pensez-vous?

La décision au sujet du genre de société que nous formerons en Saskatchewan n'a pas encore été prise. Voyez quelle est notre pensée à la page 10 de ma documentation (Sask.). Il y a déjà plusieurs mois que j'ai préparé un projet. Nous l'avons discuté au comité d'organisation du Nord (MM. Joseph Raymond, Clothaire Denis, Zénon Lepage, Colin Lepage), M. de M. et moi. A Saint-Boniface, M. de M. et moi en avons causé avec l'avocat Beaubien. Je dois rédiger ce projet et l'envoyer à M. Beaubien. Il avait d'ailleurs déjà été décidé que j'en enverrais copie à nos avocats de la Sask. pour leur demander leurs suggestions. Mais c'est le

temps qui me manque... A la réunion de Gravelbourg, en mai 1944, nous avons demandé a nos avocats, Doiron, Gallant, Bonneau, Denis, d'étudier la chose et faire des propositions. Rien n'a été fait. Nous concevons tous des compagnies par actions, comme au Manitoba, depuis presque le début. Mais il faudrait que la responsabilité, sinon la totalité de la propriété, ne retombe pas entièrement sur l'A.C.F.C. et le Collège. Parce que nos paroisses ne sont pas incorporées, comme au Manitoba, nous ne pouvons pas procéder comme au Manitoba. Par ailleurs, d'après sa charte actuelle, l'Association ne peut pas posséder des actions. Si nous attribuons des actions a des individus, il faut tenir compte de leur mort. C'est un problème. Nous arriverons certainement à le résoudre d'une manière satisfaisante, le temps venu. L'idéal serait sans doute qu'il soit déjà résolu. Mais l'idéal se réalise difficilement en ce bas monde. Par ailleurs, en ce qui concerne les fonds qui seront souscrits dans l'Est, si le Comité les garde en fiducie jusqu'à ce que nous soyons prêts à construire et que nous ayons par conséquent fondé nos compagnies, je ne vois pas que les gens de l'Est aient à craindre: par le Comité permanent, ou la combine Comité permanent-Société Saint-Jean-Baptiste, ils restent les maîtres tant que nous ne serons pas organisés d'une manière qui les satisfait. L'Alberta est à s'organiser sur une base provinciale. C'est l'A.C.F.A. qui sera propriétaire. Elle n'a jamais été incorporée, mais M. Maynard se charge de l'incorporer telle qu'elle puisse posséder son poste. Notre situation en Saskatchewan n'est pas aussi privilégiée, comme vous le savez. Nous n'avons personne au gouvernement. Même quand nous avons quelqu'un, on entretenait bien des doutes sur une réussite auprès de la Législature.

Personnellement, je n'ai aucune objection à ce que la propriété de nos postes soit partagée par le Comité permanent et la Saint-Jean-Baptiste. J'y vois même des avantages. Mais les Manitobains n'accepteront pas cela pour leur poste ou je me trompe fort. L'abbé d'eschambault a toujours déclaré: "Qu'on nous fasse confiance." Il a toujours existé une objection de principe que voici. Les anglophones voient d'un mauvais oeil que la province de Québec nous vienne en aide. Le bureau des gouverneurs y est formellement opposé. En faisant un appel à tous les francophones du Canada et des Etats-Unis, nous ne heurtons pas cette opposition de front, nous la contourrons. Mais si l'on vient à apprendre que non seulement la province de Québec a aidé en donnant pour compléter les sommes qui nous sont nécessaires, mais que, par ses organismes nationalistes les plus en vue, elle participe à la propriété de nos postes, ne pensez-vous pas que cette opposition aura beau jeu? Et alors, parviendrons-nous à obtenir nos permis? C'est la raison qui a toujours été mise en avant pour préférer un désistement pratique de la province de Québec, une fois les postes établis.

En voilà assez, je crois. Si quelque chose n'est pas clair, posez des questions.

Je vous réitère l'expression de notre reconnaissance pour votre intérêt. Et je vous demande de bien vouloir croire à mon entier dévouement en N.-S. Bonjours de Mgr Bourdel.

Ci. inclus nos deux circulaires des 15 et 18 février.